



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,
sur l'élaboration du PLU
de Moussac (30)**

n°saisine 2018- 6169

n°MRAe 2018DKO110

La mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable, en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8, R.104-16, R.104-21 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016 et du 19 décembre 2016 portant nomination des membres des MRAe ;

Vu la convention signée entre le président de la MRAe et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

Vu la délibération n°2016-01 de la MRAe, en date du 24 juin 2016, portant délégation à Bernard Abrial, membre de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2017, portant nomination de Philippe Guillard comme président de la MRAe Occitanie ;

Vu la délibération du 18 janvier 2018, portant délégation à Philippe Guillard, président de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°2018-6169** ;
- **élaboration du PLU de Moussac (30), déposée par la commune** ;
- reçue le 4 avril 2018 ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 4 avril 2018 ;

Considérant que la commune de Moussac (superficie de 740 ha, 1 434 habitants en 2015 (source INSEE)) élabore son PLU pour permettre d'ici 2027 :

- la construction de 80 nouveaux logements dont 15 % en réhabilitation ;
- l'ouverture à urbanisation de 5,21 ha dont 1,61 ha au titre de l'habitat et 3,60 ha au titre de l'activité ;

Considérant que la commune est traversée par plusieurs réservoirs de biodiversité et corridors écologiques d'est en ouest, reliés au cours d'eau du Gardon et à sa ripisylve ;

Considérant la localisation des zones ouvertes à l'urbanisation, en dehors de zones répertoriées à enjeux écologiques ou paysagers et de zones identifiées comme continuités écologiques à maintenir ou renforcer ;

Considérant que les impacts potentiels du plan sur l'environnement sont réduits par le projet de PLU qui prévoit :

- l'ouverture des zones à urbaniser en continuité du bourg et favorisant la densification et le comblement des espaces interstitiels ;
- la poursuite des efforts de maîtrise de la consommation d'espace par le maintien d'une urbanisation dense (17 logements par hectare sur la dernière décennie et 20 à 22 logements par hectare sur les nouveaux projets) ;
- des orientations d'aménagement et de programmation préservant les espaces naturels et les paysages au travers de la protection du réseau de haies, des boisements, des ripisylves ;

- la prise en compte des éléments paysagers (fronts villageois, paysage viticole, ripisylve, boisement) par un classement en zone naturelle « N » et agricole patrimoniale « Ap » ;
- le choix de la commune de privilégier une solution d'assainissement collective sur toutes les nouvelles zones à urbaniser ;

Considérant que les zones IIAU et IIAUe ouvertes à l'urbanisation présentent certains enjeux naturalistes (notamment pelouse calcicole mésophile, haies et fossés humides) ;

Considérant toutefois que les zones concernées sont de faible dimension et situées hors des principales zones d'intérêt écologique du territoire communal, que la commune s'engage par ailleurs à la réalisation d'un inventaire naturaliste préalable à l'ouverture de la zone IIAUe à l'urbanisation, qui conduira à la définition de mesures d'évitement, de réduction et, si nécessaire, de compensation ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des incidences négatives notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet d'élaboration du PLU de Moussac, objet de la demande n°2018-6169, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale d'Occitanie : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr et sur le Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Marseille, le 11 juin 2018

Philippe Guillard
Président de la MRAe Occitanie



Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Le président de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

Recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34000 Montpellier

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.